

Communiqué aux médias

Berne, le 14 novembre 2023

L'année 2024 pose des défis au commerce de détail – une trêve réglementaire est indispensable

D'après le baromètre de branche 2024 de SWISS RETAIL FEDERATION, plus d'un tiers des entreprises du commerce de détail interrogées s'attendent à un résultat inférieur à la moyenne l'an prochain. Ce secteur affronte une détérioration du climat de consommation et subit des coûts élevés d'approvisionnement, de logistique et d'énergie. SWISS RETAIL FEDERATION en appelle donc au monde politique pour qu'il marque une pause dans son activité normative. La progression des charges qui en découle pour notre branche doit être stoppée. À la place, il faut des allègements ciblés.

Les détaillants estiment pouvoir clôturer l'année 2023 sur une note positive et renouer plus ou moins avec les résultats de l'année 2022. Les perspectives pour l'année prochaine suscitent toutefois les inquiétudes de la branche. Comme le montre le baromètre 2024 de SWISS RETAIL FEDERATION, 36% des entreprises interrogées pensent réaliser en 2024 un résultat économique inférieur à la moyenne. Tandis que 57 pour cent d'entre elles s'attendent à un résultat moyen, seuls 6 pour cent prévoient des rentrées supérieures.

Commerce de détail plombé par des coûts élevés et un environnement volatil

Le renchérissement et la perte de pouvoir d'achat qui en découle sont vus par le commerce de détail comme un risque économique pour 2024 ; un risque jugé important, voire très important par les trois quarts des personnes interrogées. En plus des inquiétudes liées au renchérissement, la situation politique mondiale actuelle très volatile, causée entre autres par les conflits en Ukraine ou au Proche-Orient, est également considérée comme une menace non négligeable et contribue à dégrader le climat de consommation.

Pour l'activité propre de l'entreprise, la hausse des coûts - notamment aux rubriques de l'énergie, de la logistique et de l'approvisionnement - est particulièrement inquiétante. Pas moins de 94 pour cent des entreprises interrogées se disent préoccupées, 40 pour cent même très préoccupées, par les prix élevés de l'énergie et l'augmentation des coûts logistiques. S'agissant des coûts d'approvisionnement, la proportion est de 35 pour cent. La nette progression des coûts fait également craindre au commerce de détail une aggravation de la guerre des prix - notamment en concurrence avec des plateformes purement numériques comme Amazon ou Temu.

Il faut une pause réglementaire !

Voici ce que déclare Dagmar Jenni, directrice de SWISS RETAIL FEDERATION : "Le commerce de détail s'apprête à vivre une année pleine de défis. Face à la fièvre réglementaire qui agite l'Etat en permanence, il est donc d'autant plus important de ne pas lui imposer encore plus de charges, mais au contraire de lui faire bénéficier d'allègements. SWISS RETAIL FEDERATION exhorte dès lors le

Für einen starken Detailhandel. Digital und stationär

Pour un commerce fort. Stationnaire et connecté

Gouvernement, le Parlement et les divers échelons de l'administration à observer un temps d'arrêt à l'égard de toute charge supplémentaire imposée au commerce de détail".

Sur ce point, citons entre autres les nombreux projets visant à introduire des prescriptions de déclaration supplémentaires, par exemple sur le mode de transport, les méthodes de production ou les certificats d'origine, ainsi que diverses interdictions de publicité et restrictions de vente, ou encore des durcissements dans le domaine du droit des garanties. De telles mesures entraînent un surcroît de travail administratif et financier considérable à la charge du commerce de détail, contre des avantages supposés très incertains pour les consommatrices et consommateurs. Ces suppléments de charges, ou facteurs de coûts, ne sont pas non plus dans l'intérêt de la clientèle, surtout dans un contexte tendu.

Une première chance de soulager efficacement le commerce de détail s'offrira au Conseil des Etats probablement dès la session d'hiver, sous forme d'une simplification de l'autocomparaison dans le cadre de l'ordonnance sur l'indication des prix. Une mesure qui non seulement soulagera la branche et renforcera la transparence des prix vis-à-vis de la clientèle, mais facilitera aussi l'exécution au niveau cantonal.

A propos de l'enquête

Pour le baromètre de branche 2024, cent entreprises de différentes tailles membres de SWISS RETAIL FEDERATION ont été interrogées par sondage aléatoire sur leurs perspectives et leurs attentes pour l'année 2024. Parmi elles, 60% appartiennent au secteur non alimentaire, 40% au secteur alimentaire /near-food.

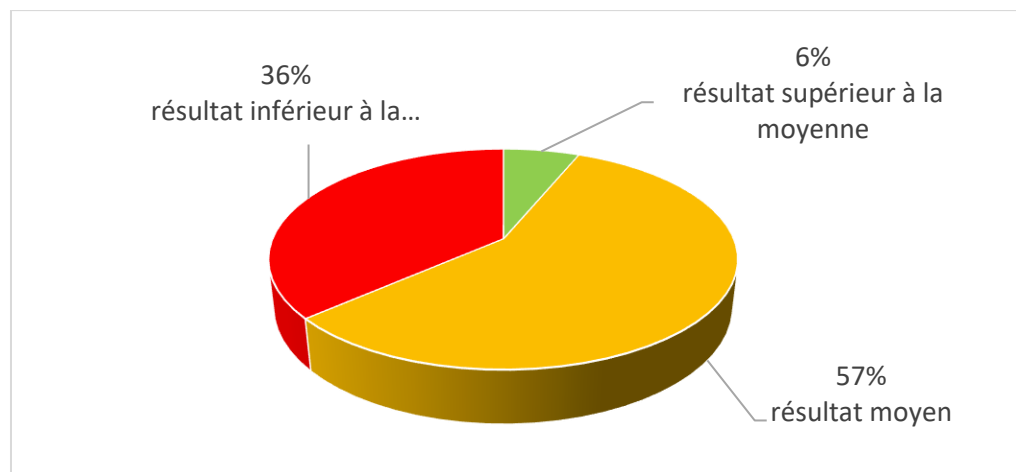
A propos de SWISS RETAIL FEDERATION

SWISS RETAIL FEDERATION représente l'ensemble du commerce de détail suisse, sans les grands distributeurs. Elle réunit 1600 entreprises réparties sur 6000 sites en Suisse. Ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs et occupent environ 58'000 personnes.

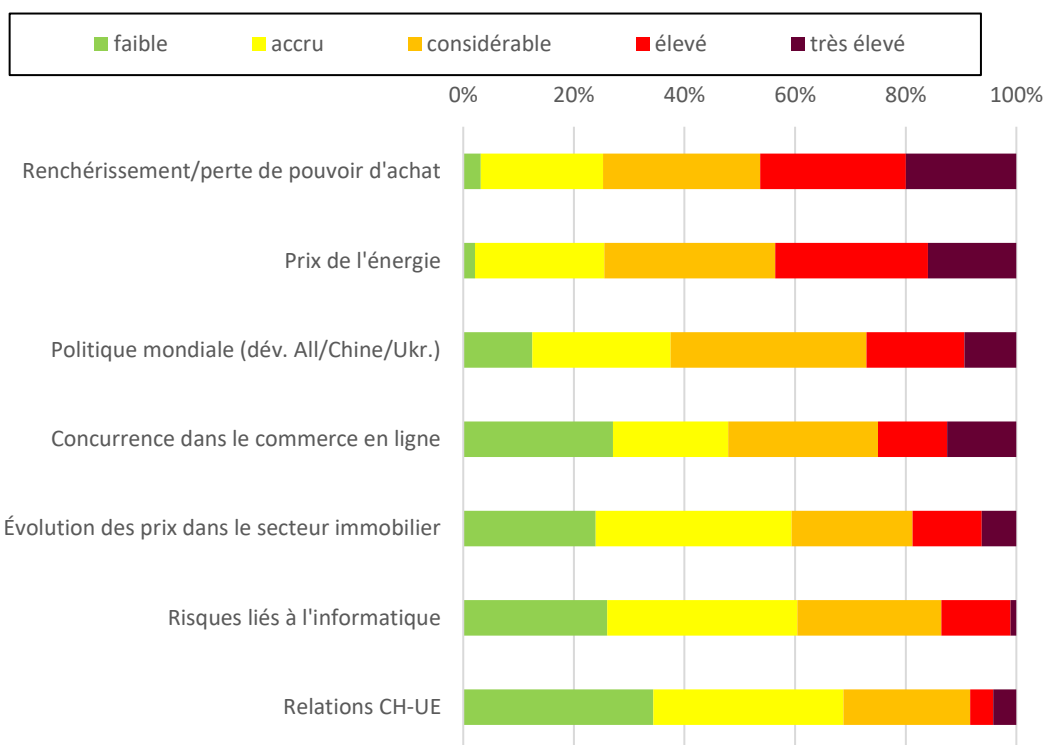
Portail web: www.swiss-retail.ch/fr/

Pour toute question ou demande d'information, n'hésitez pas à nous joindre sous medien@swiss-retail.ch, ou appelez Dagmar Jenni au 079 318 95 29.

Comment voyez-vous votre résultat économique personnel en 2024 ?



Quels seront, selon vous, les risques économiques les plus importants en 2024 (de faibles à très élevés) ?



Quelles sont les évolutions qui vous préoccupent le plus pour 2024 (sur une échelle de 1 à 3) ?

